



BLAGNAC QUESTIONS D'HISTOIRE

Revue d'Histoire Locale - Semestriel - n° 17 (Mai 1999)

Edité par l'Association pour l'Etude et la Présentation de l'Histoire de la Résistance et de Blagnac - CERRAVHIS

Siège Social - 7, rue Bacquié-Fonade - 31700 BLAGNAC

DANS LA RESISTANCE TOULOUSAIN, QUI ETAIENT-ILS ? ...

ROSINE BET

Le 1^{er} mars 1944, une dramatique tragédie se produit au cinéma des Variétés à Toulouse (voir page 34 de cette revue) où éclate prématurément une bombe tuant deux personnes : Hector Burdacq (de son vrai nom David Freiman) et Raoul Crévisier. L'explosion fait de nombreux blessés dont une jeune fille « non identifiée ».

Celle-ci pourtant accompagnait David Freiman, dit aussi Marius, pour déposer la bombe sous un fauteuil du deuxième balcon. Pour elle, cette action de « résistance » qui malheureusement cette fois a mal tourné, n'est pas la première, mais sera la dernière.

En effet, elle décède le lendemain à l'Hôtel-Dieu de ses affreuses blessures.

C'était une belle jeune fille brune.

Elle avait 19 ans.

Elle s'appelait Rosine Bet.

Harcelée par la Gestapo, elle ne parle pas, ne révèle même pas son véritable nom. Elle est alors inhumée au cimetière Rapas à Saint-Cyprien sous sa fausse identité : « Paulette Caverac ». Plus tard, on essaiera de rectifier le registre sans toutefois changer le prénom et avec « r » en trop : « Paulette Bert. Attentat des Variétés ».

Rosine, née le 27 novembre 1924 à Conegliano en Italie, est arrivée en France encore bébé. Sa famille – comme bien d'autres paysans – a fui l'Italie tombée sous la dictature de Mussolini et s'est installée en Lot-et-Garonne dans une ferme abandonnée.

A l'initiative du père de Rosine, fermier d'un industriel lyonnais au château de Téroncle à Brugnac puis à Verteuil, commence le regroupement des communistes italiens dans cette région dès la fin de l'année 1942.

Toutefois leurs actions débutent plus tôt avec la guerre d'Espagne. Leur organisation apporte son soutien aux combattants italiens des Brigades internationales, à



leurs familles et aux combattants républicains espagnols. Les militants du PCI envieront par solidarité des colis aux brigadistes internés au Camp du Vernet.

Environ cent cinquante familles, soudées par des liens de parenté, se concentrent entre Monclar d'Agenais et Castelculier. Ces communistes italiens, paysans ou petits artisans, se rencontrent souvent pour préparer, définir leur action. Rosine Bet assiste à ces réunions. Un soir, à la métairie des Titonel, sa rencontre avec la fille de la maison, Damira, décidera celle-ci à la suivre dans la résistance active.

Ces familles structurées dans le « Comité Italie Libre », font de la propagande, hébergent des clandestins, ravitaillent les maquis. Au cours de l'hiver 1942 – 1943, des militants de Castelculier et de la région de Monclar viennent à Verteuil « vider » les entrepôts du château où travaille la famille Bet. D'énormes quantités de provisions sont stockées là par le propriétaire. Dans le froid, avec d'innombrables précautions, elles sont mises en lieu sûr. En 1944, certains maquis de l'Ariège se laveront « avec des savonnettes de luxe récupérées par le PCI dans le Lot-et-Garonne ! »

Grâce à ces familles, les dirigeants du PCI ou les militants évoluent en sûreté, relative il est vrai, mais confortable, dans toute la région.

Enzo Lorenzi, important militant du PCI, refuse de rejoindre les chantiers de jeunesse de Pétain, passe à la clandestinité le 30 avril 1943 et après plusieurs « planques » chez des communistes italiens ou français arrive chez les Bet et y reste plus d'un mois.

Dans cette ambiance, la jeunesse de Rosine s'enthousiasme. Et la jeune fille rejoint les militants et les résistants.

Le Lot-et-Garonne est « un véritable réservoir » de combattants d'origine italienne pour la 35^e Brigade de la M.O.I. (Main d'Oeuvre Immigrée constituée avant la guerre par le parti communiste) dépendant des F.T.P.F. (Francs Tireurs et Partisans Français).

Enzo Lorenzi y est muté en premier, suivi par Enzo Godéas, Rosine Bet, Damira Titonel et son frère Nuncio entre autres.

Cette Brigade, commandée à l'époque par Jan Gerhard, officier de carrière d'origine polonaise, effectue de nombreux sabotages comme en décembre 1943 : « le grenadage de soldats allemands dans les rues d'Agen le 3, attaque à la bombe du siège de la Milice à Agen le 16, déraillement de l'express Agen-Perpignan à Penne d'Agenais le 19 ».

Mais Jan Gerhard voit la nécessité d'un repérage précis avant toute « opération » et met en place un service de renseignements.

Sous la responsabilité de Rachel Perelman (Marianne), Roumaine d'une trentaine d'années, Rosine Bet en fait partie avec sa compatriote Damira Titonel, Osna Kogan, Roumaine, Freida Rubinstein, Belge. Les filles moins sujettes à soupçons que les garçons font un travail de filature. Seules ou à deux, elles se promènent dans la rue en faisant attention de ne pas être suivies, papotent tout en notant dans leur tête les allées et venues, les habitudes du personnage ciblé pour « élimination » : collaborateur de la Gestapo, milicien ou Allemand. Elles remettent ensuite leur rapport à Marianne sans connaître le nom de leur chef principal : Jan Gerhard.

Rosine s'acquitte toujours de sa mission avec sérieux et courage, elle sert aussi de « courrier » (agent de liaison).

En juillet 1943, Mussolini mis en minorité, démissionne, le parti fasciste n'existe plus. En septembre, l'Italie capitule. Les Alliés débarquent dans le sud tandis que les Allemands occupent le nord et le centre. Devant cette nouvelle situation, beaucoup d'Italiens, à tous les niveaux de l'organisation du PCI, quittent la France pour rejoindre le mouvement de résistance qui se dessine dans leur pays. Auguste Bet, ancien des Brigades et frère de Rosine est de ceux-là. Rosine, elle-même, en ce début de 1944, au moment où elle tente avec David Freiman et Enzo Godeas de faire sauter la salle des Variétés qui aurait dû être vide ou remplie de « collabos » et d'Allemands, souhaite rejoindre l'Italie. Elle est même en instance de départ.

La vie ou plutôt la mort en a décidé autrement... Loin de son pays, elle repose maintenant dans le petit cimetière de Brugnac dans le Lot-et-Garonne.

Une plaque apposée sur un mur de l'entrée des Variétés rappelle son sacrifice ainsi que celui de David Freiman.

Suzanne Béret

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Boursier (Jean-Yves), « La guerre des partisans dans le sud-ouest de la France – 1942-1944, la 35e Brigade FTP-MOI », Collection Chemins de la Mémoire, 1992
- Soum (Henri), « Chronique des bords de Garonne, le vent des fous », Collection Signes du monde, 1995
- Verbizier (Gérard de), « Ni travail, ni famille, ni patrie, journal d'une brigade FTP-MOI, Toulouse 1942-1944 », Editions Calman-Lévy, 1994.

LUCIEN BÉRET

Le 5 mars 1999, dans les nouveaux locaux du Centre de tri postal de Lardenne, avait lieu une cérémonie simple mais émouvante à l'occasion de la pose d'une plaque rappelant le sacrifice de Lucien Béret et d'André Testut, « résistants travaillant au centre de tri postal de Toulouse, morts pour la libération de la France ». Une autre plaque, auparavant dans la cour intérieure des locaux de l'ancien bureau-gare, affectés maintenant à la SNCF, a été transférée avec l'aimable autorisation des cheminots, sur le mur du bâtiment, 62, boulevard Pierre Sémard, et dévoilée le 7 mai afin que tous, postiers ou non, se souviennent de ces deux résistants et de tous les autres.

Lucien Béret a été arrêté par la Gestapo le 9 octobre 1943, il est mort à 36 ans après huit jours de torture. André Testut passé au maquis le 10 juin 1944 est pris par les Allemands et fusillé aussitôt, il avait 26 ans.

Nous savons peu de choses de André Testut. Nous n'évoquerons ici que la mémoire de son camarade.

Lucien Béret naît à Toulouse le 31 mai 1907. Comme bien d'autres enfants de son âge il voit partir son père au combat en août 1914 et verra revenir un homme affaibli, malade, souffrant d'un ulcère, d'une pleurite et sûrement de bien d'autres plaies morales, suffisamment diminué pour que son fils soit reconnu pupille de la nation.

Après une jeunesse de fils de cultivateur à Sainte-Croix Volvestre, le père de Lucien était devenu Toulousain, employé, et dans les années 1900 conseiller municipal de



la ville. Il élève son fils dans l'amour de la paix et la volonté de construire une société plus juste. Ce n'est pas en vain qu'il est un édile municipal de la ville où le socialiste Jean Jaurès fut adjoint au maire. Sa mère de culture protestante lui transmet le sens du devoir et le courage des « justes ».

Après l'obtention du brevet élémentaire, Lucien Béret devient employé des PTT, affecté au tri postal. Fidèle à la tradition familiale, il milite activement au parti socialiste et comme beaucoup de ses camarades adhère à la franc-maçonnerie.

On garde de lui le souvenir d'un homme mince, pas très grand, aux yeux clairs à l'apparence fragile, démentie par un caractère très calme mais volontaire, défendant ses convictions avec fermeté et détermination.

En 1939, comme pour la génération précédente, c'est la mobilisation, c'est la guerre. Lucien Béret d'abord ajourné à trois reprises est mobilisé dans les services auxiliaires et envoyé à Beyrouth. Après la « drôle de guerre » et la débâcle, la signature de l'armistice en juin 40 amène la démobilisation et l'instauration d'un nouveau régime avec un chef Philippe Pétain. A Toulouse comme dans toute la France règne un certain désarroi. Des socialistes dont le Maire de la ville rallient le nouveau pouvoir. Lucien Béret, lui, resté fidèle à ses convictions, responsable du groupe socialiste clandestin du Pont des Demoiselles, rejoint le « Cercle d'action socialiste (C.A.S.) » constitué à Toulouse vers la fin juin 1940 sous la responsabilité de Lucien Achiary. Ce dernier occupe une fonction privilégiée à la Maison de la Mutualité, rue de Metz car elle lui permet de disposer d'un local au 2ème étage où les rencontres peuvent avoir lieu avec le maximum de sécurité, les allées et venues y étant habituelles. Pierre Bourthoumieux est responsable départemental et Raymond Naves responsable régional. Les mouvements de résistance fusionnent peu à peu. Le C.A.S. devient « France au COMBAT » en 1942 et rejoindra les « Mouvements Unis de la Résistance », les M.U.R. en 1943.

En 1940-41, le C.A.S s'est structuré formant le réseau Verny orienté vers l'action directe et le réseau Brutus ainsi nommé par son responsable national André Boyer, en référence à une citation de la pièce « Jules César » où Shakespeare écrit : [Brutus]... « lui seul pensait loyalement à l'intérêt et au bien public ». Brutus est spécialement chargé du service de renseignements afin de les rassembler et de les transmettre aux FFL à Londres. Travaillant au centre de tri postal, Lucien Béret s'intègre tout naturellement dans ce réseau. Il effectue de nombreuses missions interceptant le courrier de la Gestapo, jusqu'au 9 octobre 1943 où cette redoutable police allemande vient l'arrêter à son domicile sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Il a le temps, semble-t-il, d'avaler et de mâcher des documents compro-

mettants. Pendant huit jours, il sera affreusement torturé. Malgré l'acharnement des bourreaux, il ne parlera pas, ne livrera aucun nom, ni aucun renseignement d'autant plus que sa femme Paulette et sa soeur Odette - déportée en 1944 à Ravensbrück - « travaillaient » dans le même réseau. Il est assassiné en vain. La Kommandantur alerte le directeur du service des pompes funèbres municipales afin qu'il fasse enlever et inhumer un corps déposé à Purpan, refusant de donner une identité. Perplexes et après maintes démarches auprès de la police et de la mairie, le directeur et deux hommes sont obligés d'exécuter les ordres. Mais malgré l'interdiction, des photos sont prises, des recherches exécutées, le corps identifié. C'est le premier « coup dur » qui atteint le réseau, hélas bien d'autres suivront. Mais les services des pompes funèbres ne seront plus sollicités. Il sera plus simple d'enfouir les cadavres dans la forêt, ou de les abandonner sur le lieu de l'exécution, ou de creuser des fosses communes.

Le réseau Brutus est démantelé par l'un de ses membres Monsieur P. qui avait servi puis rejoint la Gestapo : 16 patriotes ont été dénoncés, 7 d'entre eux ont succombé. Le dénonciateur sera jugé en juin 1946 par la cour de justice de Toulouse et condamné à mort.

Lucien Béret reçoit l'ordre de Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume : « Français animé d'une foi patriotique et d'un courage exceptionnels... s'est dépensé sans compter et a toujours été à la pointe du danger... est mort en héros après huit jours de torture assurant par son abnégation la sécurité de son unité et l'oeuvre de libération à laquelle il avait donné sa vie ».

Jeannette Weidknet

BIBLIOGRAPHIE

- Docquier (H), « Eglantine et Vert-de-Gris », 1970
- Latapie (Daniel), « Le réseau Brutus-Boyer - Témoignages et documents », 1977

SOURCES

- Libération nationale PTT-ANACR - Documents exposition :
« Le personnel des PTT dans la Résistance »
- Articles de presse
« L'Espoir » 7 novembre 1944 et 29 juin 1946
« La Dépêche du Midi » 28 octobre 1978
- Documents et souvenirs de la famille